



« La fermeture de la centrale de Fessenheim marque une étape historique »

Une révolution de nos modes de production de l'électricité est désormais engagée en France, dans la perspective de la réduction à 50% de la part du nucléaire en 2035, contre 71% aujourd'hui, soulignent, dans une tribune au « Monde », quinze personnalités, dont six membres du gouvernement et neuf parlementaires. Tribune. **La mise à l'arrêt de la centrale de Fessenheim incarne l'écologie de responsabilité que nous portons.** Tenir nos promesses, transformer en profondeur, accompagner les Français : voilà la méthode appliquée à Fessenheim, voilà les fondations qui nous conduiront **vers un nouveau modèle écologique.**

Tenir nos promesses, nous le faisons ce 22 février en arrêtant – comme s'y était engagé le candidat Emmanuel Macron – le premier réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim, suivi du second réacteur le 30 juin. C'est un événement historique. Ce sera la première fois que des réacteurs de seconde génération seront fermés, un demi-siècle après le début de la construction du parc nucléaire français.

Pourquoi cette fermeture ? **Parce qu'on ne peut dépendre à l'excès d'une seule technologie de production d'électricité, en particulier au regard des enjeux de sûreté et de gestion des déchets nucléaires.** Pourquoi Fessenheim ? **Parce qu'avec une mise en service en 1977, les réacteurs de Fessenheim sont les plus anciens encore en activité et parce que le positionnement de la centrale en zone inondable et sismique conduit encore davantage à vouloir limiter les risques.**

Démantèlement et reconversion

Transformer profondément, nous le faisons en engageant avec cette fermeture une révolution de nos modes de production de l'électricité en France. Nous réduisons la part du nucléaire pour atteindre 50 % de la production totale en 2035 – contre 71 % aujourd'hui – tout en développant massivement les énergies renouvelables. Pourquoi suivons-nous cette voie ? **Parce que nous voulons atteindre la neutralité carbone en 2050 en nous reposant sur un mix énergétique équilibré.**

D'ores et déjà, la production des éoliennes a augmenté de 21 % en 2019 et, d'ici dix ans, nous allons multiplier par deux la part d'énergie d'éolienne et par cinq celle d'énergie photovoltaïque dans la production électrique. **Cette accélération couplée à la maîtrise de nos consommations énergétiques, notamment par la rénovation des bâtiments, permettra de compenser la mise à l'arrêt progressive des quatre dernières centrales à charbon et de quatorze des cinquante-huit réacteurs nucléaires, sans mise en cause de la sécurité d'approvisionnement.**

Accompagner les Français, nous le faisons à Fessenheim en ne laissant personne au bord de la route et en nous battant pour faire de ce territoire un modèle de transition écologique. Depuis plus de quarante ans, les salariés de la centrale ont fait preuve d'un engagement exemplaire et, en plein accord avec EDF, l'Etat s'est assuré que l'intégralité de ceux concernés par la fermeture de la centrale retrouverait un emploi au sein du groupe.

La suppression des postes est progressive et s'étalera dans le temps. Le chantier du démantèlement mobilisera des salariés sur le site pendant les vingt prochaines années. Une cellule de reclassement a également été mise en place pour les sous-traitants et a déjà accompagné cent soixante personnes dans un projet de reconversion. Un audit et un plan d'action sont aussi engagés en faveur des commerçants et fournisseurs de Fessenheim.

Un territoire zéro-carbone

Enfin, depuis mi-2017, l'Etat travaille avec les élus locaux pour assurer la reconversion rapide et réussie de Fessenheim en territoire zéro carbone. Un contrat de territoire ambitieux a été signé le 1er février 2019 : il fixe le cap d'une transition écologique de grande ampleur pour le territoire prévoyant 700 millions d'euros d'investissements.

Afin d'attirer des entreprises nouvelles, une zone d'activité de 90 hectares, baptisée EcoRhena, a été identifiée et sera aménagée pour accueillir des emplois industriels dès 2021. La création d'une

société d'économie mixte est actée pour accompagner la valorisation de cette zone en mobilisant l'ensemble des acteurs du dossier.

En outre, l'Etat s'est engagé à faire du Haut-Rhin un territoire zéro-carbone, en lançant un appel d'offres photovoltaïque qui mobilisera 240 millions d'euros supplémentaires de soutien public sur 20 ans. Le territoire de Fessenheim, situé au cœur de l'Europe et sur la frontière franco-allemande, deviendra ainsi un pôle européen d'innovation dans les énergies bas-carbone et les métiers du démantèlement nucléaire.

La fermeture de la centrale de Fessenheim marque une étape historique dans notre façon de produire de l'électricité. Sa mise en œuvre sera poursuivie de façon responsable et exemplaire, à la fois pour assurer la revitalisation du territoire et pour accompagner toutes les personnes concernées. C'est notre engagement. Nous y veillerons collectivement.

Les signataires : Olivier Becht, président délégué du groupe UDI, Agir et indépendants, député du Haut-Rhin ; Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire ; Pascal Canfin, président de la commission Environnement du Parlement européen ;

Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports ; Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ; Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales ; Gilles Le Gendre, président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale ; Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale ; Patrick Mignola, président du groupe Modem à l'Assemblée nationale ; François Patriat, président du groupe La République en marche au Sénat ;

Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire ; Barbara Pompili, présidente de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale ; Patricia Schillinger, sénatrice du Haut-Rhin ; Vincent Thiébaud, député du Bas-Rhin, rapporteur de la mission d'information sur le suivi de la fermeture de la centrale de Fessenheim ; Emmanuelle Wargon, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Collectif